

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 9 NOVEMBRE 2017
D09112017/130**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :
Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU,
Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Jean Pierre DUBERNET,
Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jean Luc PIQUEMAL,
Jacques BIDLUN, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON,
Marie LASSERRE, Barbara FRANCOIS, Daniel JAFFRELOT, Isabelle LAPALU,
Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE,
Jean-Jacques LAOUE, Bernard BESSAC, Jean-Louis DUCLOU, Evelyne MOULIN,
Bernard LOMBRAIL, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Pascal ABIVEN (pouvoir à Marie LASSERRE)
Pascale MARZAT (pouvoir à Sylvie LAVERGNE)
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean Pierre DUBERNET)
Marie-Dominique DUBOURG (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Véronique CHAMBAUD, Tony TRIJOLET, Dominique JOANNON (suppléante),

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants : _Geneviève CHAUSSIER,

SECRETAIRE DE SEANCE : Isabelle LAPALU

**Objet : PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS ET CREATION DE LA
FONCTION D'ASSISTANT DE PREVENTION**

Rapporteur : Xavier PINTAT, Président

Vote : UNANIMITE

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, et notamment l'article 108-3,

Vu le décret n° 85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux Comités Techniques Paritaires des collectivités et établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale, et notamment les articles 2-1, 4, 4-1, 4-2 (responsabilité de l'autorité territoriale et nomination d'un Assistant de prévention),

Vu la quatrième partie du code du travail relative à la santé et la sécurité au travail, et notamment l'article L4121-2 sur les principes généraux de prévention,

La Communauté de Communes Médoc Atlantique doit s'engager dans une démarche de prévention en faveur de la santé et de la sécurité des agents, qui comprend notamment la nomination d'un assistant de prévention et la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels.

Il est proposé au conseil communautaire,

- la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels,
- de créer la fonction d'Assistant de prévention au sein des services de la collectivité.
- que la fonction d'Assistant de prévention ne pourra être confiée à un agent de la collectivité que lorsque ce dernier aura suivi la formation obligatoire préalable à la prise de fonction qui sera organisée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.), suivi d'un plan de formation continue (2 jours l'année qui suit l'entrée en fonction, 1 jour les années suivantes) afin que l'Assistant de prévention puisse assurer sa mission.
- de nommer l'agent par arrêté à l'issue de cette formation.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- VU l'avis favorable du bureau du 26/10/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OUI l'exposé du rapporteur,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels,
- de créer la fonction d'Assistant de prévention au sein des services de la collectivité.
- que la fonction d'Assistant de prévention ne pourra être confiée à un agent de la collectivité que lorsque ce dernier aura suivi la formation obligatoire préalable à la prise de fonction qui sera organisée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T.), suivi d'un plan de formation continue (2 jours l'année qui suit l'entrée en fonction, 1 jour les années suivantes) afin que l'Assistant de prévention puisse assurer sa mission.
- de nommer l'agent par arrêté à l'issue de cette formation.

Nombre de membres en exercice : 37

Nombre de membres présents : 30

Nombre de suffrages exprimés : 35

Vote : Pour : 35 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 9 NOVEMBRE 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer
Sénateur Honoraire de la Gironde